

1995

JUIL - SEPT

N° 1006 - 10,10 + SUPPL 8N° 4

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

# le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

29 JUN  
AU 5 JUILLET 1995

N° 1006

10,00 F

## REPRENONS LES ESSAIS NUCLÉAIRES... EN CORRÈZE

### Que le Pacifique est loin !

LA REPRISE des expériences nucléaires françaises marque à la fois le poids réel du lobby militaire français, de celui des armements, et la volonté de Chirac de se situer dans l'héritage de de Gaulle, en marquant l'indépendance de la France.

A priori, il s'agit d'une démarche à peu de frais : les Américains, on le savait, ne protestent que pour la forme. En 1992, le gouvernement de Clinton avait déjà rejeté de son territoire les militants de Greenpeace que la France avait expulsés d'un atoll où devait se dérouler une exposition nucléaire souterraine. Il est vrai que les Etats-Unis détruisent leurs armes chimiques sur l'atoll de Johnston et procèdent à des expériences balistiques aux îles Marshall, lesquelles ont le plus haut taux de syphilis dans le monde (1).

Ironiquement, c'est bien l'héritage du général que Chirac cultive. En décidant de déplacer vers Mururoa les essais nucléaires français qui se déroulaient dans une Algérie à l'avenir incertain, le général de Gaulle avait changé la donne. L'économie et le destin des îles en ont été irrémédiablement transformés : le temps de toutes les autarcies était révolu. L'archipel survit dans une économie artificielle, fondée sur l'activité nucléaire et la dépendance de la France. La présence de 10 000 militaires, ingénieurs et techniciens en Polynésie est complétée par une superbe prébende de 55 millions de dollars que Paris verse à Tahiti tous les mois (2). A terme, la Polynésie française risque de se voir écartée des grandes lignes aériennes et maritimes. Du point de vue économique, le coût de la vie est dissuasif

pour beaucoup de touristes. Le paradis paradoxal semble réservé aux célébrités : Jacques Brel jadis, aujourd'hui Carlos, Jack Nicholson, Marlon Brando, Jane Fonda, Raquel Welch, Ringo Starr, Diana Ross, pour n'en citer que quelques-uns (3).

Les deux dernières décennies ont ainsi été marquées par les mouvements indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, les manifestations et grèves de la Polynésie française, par les interventions musclées de Paris — état d'urgence et bruit de bottes — et par l'affaire Greenpeace.

A l'époque où Chirac était premier ministre, la crise de 1987 avait été un événement révélateur des problèmes politiques et sociaux internes de Tahiti. A l'origine, 700 dockers protestent au sujet de leurs conditions de travail à la base militaire de Mururoa, où se déroulent les expériences nucléaires. Ils sont aussitôt expédiés par avion à Papeete et renvoyés de leur emploi. La capitale, centre logistique crucial pour l'approvisionnement de la base, abrite déjà des centaines de chômeurs, logés dans des taudis.

La grève éclate. Elle frappe directement les intérêts de la classe dirigeante. L'agitation tourne à l'émeute.

Deux versions, qui ne sont pas tout-à-fait contradictoires, sont présentées par la presse. Selon la première, les troubles ont lieu après que la police eut chassé les grévistes qui se trouvaient sur le quai. Ceux-ci, auxquels d'autres éléments de la population se sont mêlés, manifestent à travers la ville. dans la seconde interprétation, les troubles se produisent le vendredi soir, et sont essentiellement le fait d'adolescents venus des quartiers

populaires, qui se livrent à des déprédations et provoquent quelques incendies. On compte environ 26 blessés, dont trois sérieusement.

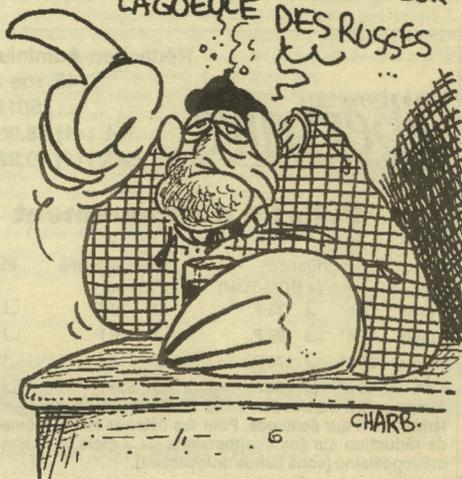
La répression est vigoureuse. Les autorités imposent l'état d'urgence et le couvre-feu, ferment les débits de boissons alcoolisées et, pendant le week-end, font venir par avion 200 légionnaires stationnés à Mururoa ainsi que deux compagnies de police paramilitaire venues de France, soit près d'un millier d'hommes ; elles font appel à des non grévistes, se servent de l'armée pour les protéger et interdisent à la presse de prendre des photos. Une cinquantaine d'arrestations ont lieu. Le gouvernement français accuse indirectement d'autres Etats et partit.

La presse française métropolitaine, qui avait frémi d'indignation quand le gouvernement polonais avait décrété l'état de siège, ne manifeste pas un grand émoi. Néanmoins, le caractère spectaculaire de ces interventions amène l'agence Reuter à donner à Tahiti la « une » des événements mondiaux de la journée.

Les rares organes de presse internationaux qui mentionnent les événements témoignent d'une émotion discrète et taciturne. Alors que l'agence Reuter donne force de détails, la presse anglophone fait montre d'une discrétion qui dévoile sa solidarité avec la France.

Elle analyse de manière très succincte la crise du gouvernement territorial. La répression syndicale est à peine signalée, dans un discours qui pratique l'amalgame sans vergogne et lie protestations, incendies, vandalisme et crise du gouvernement territo-

NON AU NUCLEAIRE DANS LE PACIFIQUE.  
AH! C'EST LE NUCLEAIRE  
OU LA BOUGIE. ET ON AURAIT L'AIR  
CON DE BALANCER DES BOUGIES SUR  
LA GUEULE DES RUSSES



rial ; on suggère que certains militants syndicaux sont proches des indépendantistes. On n'indique guère le fait que le gouvernement a fait appel à des non grévistes, ce qui dans tous les pays du monde et à toutes les époques a été considéré par les ouvriers comme une véritable déclaration de guerre.

L'Océanie toute entière a aussi changé : l'essor japonais, australien et néo-zélandais, celui de l'Asie du sud-est ont modifié profondément le paysage géopolitique. Les interventions du gouvernement français ne sont plus inaperçues mais se déroulent sous l'œil des grandes puissances, (suite p. 5)

T 2137 - 1006 - 10,00 F



Hors-série « spécial été 1995 » en kiosque le 6 juillet

FOP 2520

# Les anarchistes doivent-ils participer aux municipales ?

(suite des n° 1004 et 1005)

## L'EXEMPLE DE L'ANARCHO-SYNDICALISME ESPAGNOL

L'action municipale ou communaliste du mouvement libertaire espagnol est beaucoup moins connue que son action armée dans la résistance au fascisme ou même son activité économique dans la mise en place d'une organisation collective de la production, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture.

Pourtant, alors même que des combattants luttaient, que les travailleurs produisaient, les habitants vivaient et s'organisaient dans leurs villes, leurs villages.

La forme particulière prise par le mouvement libertaire espagnol était l'anarcho-syndicalisme, qui s'attachait en priorité aux problèmes liés à l'organisation de la production. Mais l'organisation de la cité ne se confond pas entièrement avec l'organisation de la production.

Pour être plus précis, il faut envisager deux cas de figure : la définition des principes et leur application dans les conditions optimales, c'est-à-dire lorsque l'option libertaire est largement hégémonique ; l'application des principes dans un contexte de coexistence avec d'autres optiques politiques.

1. Définition des principes : l'anarcho-syndicalisme envisage deux sphères d'activité complémentaires :

a) l'une verticale, qui concerne l'organisation syndicale (4) proprement dite, c'est-à-dire la lutte dans l'entreprise, dans la branche d'industrie, et, éventuellement, la réorganisation de la production après l'expropriation des capitalistes. Concrètement, les instances intéressées par ce type d'activité sont le syndicat, la fédération d'industrie.

b) l'autre, horizontale, ou géographique, concerne tous les problèmes liés à la vie locale. C'est tout d'abord l'union locale, puis l'union régionale, etc. L'union locale, en permettant d'organiser à la fois les travailleurs de la localité et les résidents qui travaillent dans d'autres localités, permet d'organiser un maximum de travailleurs dans un maximum de secteurs de lutte. Elle peut être en outre la base de départ de l'organisation syndicale dans une commune où la syndicalisation est faible, en fournissant un local et du matériel. La connaissance du quartier ou de la commune peut permettre de toucher les travailleurs dans les petites entreprises.

On voit donc qu'il s'agit de l'application pure et simple des principes énoncés par Bakounine concernant l'AIT. L'union locale

n'est pas seulement une instance chargée de regrouper sur le plan local les sections syndicales ou les syndicats qui s'y trouvent, elle est conçue, dans le modèle anarcho-syndicaliste, comme une instance politique dont le champ d'activité ne se limite pas aux problèmes professionnels, mais qui au contraire déborde sur l'ensemble de la vie de la cité : éducation, santé, transports, logement, loisirs, etc.

Ainsi, l'anarcho-syndicalisme n'est en aucun cas une forme de syndicalisme qui aurait, dans les revendications économiques, des pratiques un peu plus vigoureuses que les autres formes de syndicalisme. C'est un modèle qui a un projet très clair d'action politique, à commencer par l'action locale, sans se limiter à cela, évidemment. On peut même dire qu'il n'est pas possible de définir comme anarcho-syndicaliste un mouvement qui n'intégrerait pas, dans l'action syndicale, l'activité horizontale, c'est-à-dire politique.

### 2. L'application des principes

Dans certains cas, l'action communale des libertaires se faisait dans un contexte où ils se trouvaient très largement majoritaires. Mais la plupart du temps, ils devaient coopérer avec d'autres forces politiques.

Gaston Leval (5) cite le cas d'Elda, une ville de 25 000 habitants, au centre d'une zone à la fois agricole et industrielle, et produisant de l'énergie électrique. La CNT y avait l'implantation ouvrière la plus importante, mais pas unique. Elle avait cinq membres au conseil municipal, et le maire était un libertaire, comme ce fut le cas dans d'autres communes. « Dès le premier moment, l'initiative de la nouvelle construction sociale vint, naturellement, de nos camarades », dit Leval. « Les nouveaux conseillers commencèrent à transformer de fond en comble l'organisme muni-



pal. Jus-qu'alors, il avait été surtout un foyer de petite bureaucratie inerte, sans initiative et inorganisée. [...] Les traditions furent donc bousculées, et le conseil structuré à peu près comme dans les villages collectivisés, par grands groupements d'activité. On constitua d'abord la section de défense, puis celle de l'instruction publique, celle du travail d'après la situation économique-sociale de la localité, celle de l'agriculture, celle de la salubrité et de l'assistance sociale. »

De nombreux enfants n'allant pas à l'école, la section Enseignement fit appel au syndicat du bâtiment, et on construisit en cinq mois deux bâtiments, l'un pour 400 et l'autre pour 70 enfants. La section Salubrité réforma l'organisation de l'hôpital, engagea trois nouveaux médecins, deux auxiliaires et deux sages-femmes.

Granollers, au nord de Barcelone, est aussi une petite ville industrielle et un axe commercial de 18 000 habitants, dont 3 000 à la CNT, avant la guerre civile, 6 000 ensuite. L'imprégnation des idées socialistes et communistes développées par la propagande libertaire depuis 70 ans y était très forte, à tel point que lorsque les travailleurs du bâti-

ment, de l'imprimerie, puis de toutes les autres branches d'activité, proposèrent la syndicalisation de la production, cela se fit même avec l'accord des patrons. Là encore, on put constater que le conseil municipal, constitué de diverses organisations antifascistes, mais avec une forte présence libertaire, contrôlait l'ensemble de la vie locale. Là encore, l'essentiel de l'initiative locale vient de la CNT, qui avait constitué, il est vrai, en marge du conseil municipal, un conseil d'économie, « constitué sur la base d'un délégué par syndicat, car les syndicats étaient le moteur de toutes les industries locales », dit Leval. « Ainsi dirigés, toutes les entreprises, fabriques et ateliers sont passés intégralement aux mains des travailleurs et en même temps appartiennent à la municipalité.

Les écoles de Granollers étant insuffisantes, vieilles et insalubres, on réquisitionna trois couvents, confortables et bien équipés, qu'on transforma en écoles. »

Gaston Leval cite également le cas de Castellon de la Plana, une ville de 50 000 habitants où le mouvement libertaire était faible parce que l'industrie y était peu développée. Cela ne les empêcha pas de participer au

le monde libertaire

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

### Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

conseil  
en mir  
d'une  
c'est q  
municip  
de n  
femme  
séance  
aboutit  
sions à  
obtinre  
l'habita  
lon de  
n'est d  
espèce  
ayant u  
prouve  
extrém  
société  
son cac

De te  
multipl  
quelque  
• Les  
n'hésita  
des cor  
lorsqu'i  
taires.

• Leur  
se faisa  
lutionna  
était mis  
tive et a  
courant  
lective  
politique

• Leu  
depuis  
souven  
l'époque  
niennes  
diffusées

• Cett  
faisait q  
et cor  
connues  
imprégn  
tité de g

• La fo  
taires ve  
sation e  
mouvem  
que leur  
loin leur  
était loin

On pe  
question  
tion des  
tions mu  
que le co  
par Gasto  
est loin c  
en France

De mē  
plus env  
comme  
d'interve  
interprof  
cats tradi  
ont chang  
n'est plus  
organisat  
tement co  
liste.

L'interv  
dans la p  
ne doit d  
aux péri  
doit être p

Dans le  
la particip  
loin d'être  
cace de  
même o  
dénature  
interventi  
allemands  
téristique  
reconnai  
qu'ils se

CLERMONT-FERRAND

# Giscard et Quillot au service de l'Église catholique

A l'initiative de l'Église catholique et d'élus de droite comme de gauche, le Conseil général d'Auvergne a décidé de commémorer le IX<sup>e</sup> centenaire de l'appel à la première croisade lancée par le pape Urbain II, lors du concile de Clermont en 1095. De ce fait, une association s'est constituée. Son siège est à Chamalières. En 1993, cette association a perçu une subvention publique de 500 000 F. En 1995, est venue s'ajouter la somme d'un million. Le tout doit servir à financer manifestations et colloques. Contre ces détournements de fonds, cette violation de la loi de 1905 visant à la séparation des Églises et de l'Etat (que la municipalité socialiste de Clermont-Ferrand encourage), la Libre Pensée a entrepris une action, qui s'est notamment soldée par un meeting, le 24 juin. Le groupe Spartacus de la Fédération anarchiste, associé à cette action, nous précise sa pensée quant à l'idée de séparation de l'Église et de l'Etat.

conseil municipal, où ils étaient en minorité. Là, ils bénéficièrent d'une circonstance favorable, c'est que les séances du conseil municipal étaient publiques, et de nombreux hommes et femmes du peuple suivaient les séances avec attention, ce qui aboutit au gonflement des adhésions à la CNT. Les libertaires obtinrent ainsi la socialisation de l'habitat. « L'exemple de Castillon de la Plana, dit Leval, qui n'est du reste pas le seul de son espèce, nous apparaît comme ayant un caractère significatif. Il prouve la possibilité de réformes extrêmement hardies dans une société non entièrement sortie de son cadre politique. »

De tels exemples peuvent être multipliés. On peut en tirer quelques leçons :

- Les libertaires espagnols n'hésitaient pas à participer à des conseils municipaux, même lorsqu'ils n'étaient pas majoritaires.

- Leur participation cependant se faisait dans un contexte révolutionnaire, à l'occasion duquel était mise en place, à leur initiative et avec le soutien d'autres courants, une organisation collective de la vie économique, politique et sociale.

- Leur implantation datait depuis longtemps, 70 ans bien souvent, c'est-à-dire depuis l'époque où les idées bakouniennes ont commencé à être diffusées en Espagne.

- Cette implantation ancienne faisait que les idées collectivistes et communalistes étaient connues, largement diffusées, et imprégnaient une grande quantité de gens.

- La force d'initiative des libertaires venait de leur forte organisation et implantation dans le mouvement ouvrier, ce qui faisait que leur poids réel dépassait de loin leur nombre, qui néanmoins était loin d'être négligeable.

On peut tenter de resituer la question de l'éventuelle intervention des libertaires dans les élections municipales. Il est évident que le contexte tel qu'il est décrit par Gaston Leval pour l'Espagne est loin d'être réalisé aujourd'hui en France.

De même, aujourd'hui, il n'est plus envisageable pour nous, comme dans les années 70, d'intervenir dans les instances interprofessionnelles des syndicats traditionnels. Les conditions ont changé. L'activité de ce type n'est plus possible que dans une organisation qui se définit explicitement comme anarcho-syndicaliste.

L'intervention des libertaires dans la politique de la commune ne doit d'ailleurs pas être limitée aux périodes électorales, elle doit être permanente.

Dans les conditions actuelles, la participation aux élections est loin d'être la forme la plus efficace de lutte, dans la mesure même où elle contribuerait à dénaturer nos idées et notre intervention. Le cas des Verts allemands et français est caractéristique. Les Verts allemands reconnaissent pour la plupart qu'ils se sont brûlés les ailes à

participer au jeu électoral. En France, les Verts, toutes tendances confondues, se sont littéralement déconsidérés auprès de l'opinion, en montrant qu'ils n'étaient que des politicards comme les autres, alors qu'en restant en dehors du jeu électoral ils auraient pu devenir une formidable force de contestation de l'ordre établi aussi bien qu'une force de proposition et de développement d'idées nouvelles.

Les libertaires espagnols participaient aux conseils municipaux dans un contexte ascendant de lutte pour l'émancipation sociale. Le mouvement libertaire était en outre un mouvement de masse (plus d'un million d'adhérents à la CNT), qui avait 70 ans de propagande et de réflexion (6). En participant aux municipalités, nos camarades espagnols avaient des milliers, voire des dizaines de milliers de travailleurs derrière eux, et ils le faisaient dans la perspective évidente de mettre leurs idées en application. Ils ne concevaient pas qu'il en soit autrement. C'est loin d'être le cas pour nous aujourd'hui.

Si, dans le cadre organisationnel anarcho-syndicaliste il n'est pas possible d'obtenir des résultats positifs, c'est-à-dire de rassembler du monde par l'action et l'organisation directes de travailleurs, il serait illusoire de s'imaginer que ce serait plus efficace de présenter une liste libertaire aux élections municipales ou d'espérer même être élu conseiller municipal (7). ♦

RENÉ BERTHIER

(4) Dans ce texte, il faudra prendre le mot « syndicat » au sens qu'il avait dans le mouvement libertaire à l'époque, et non au sens qu'il peut avoir aujourd'hui...

(5) Gaston Leval, *Espagne libertaire 36-39*, éditions du Cercle-éditions de la Tête de Feuilles. (L'ouvrage a été réédité aux éditions du Monde Libertaire. Prix : 60 F.)

(6) La CNT fut constituée en 1911, mais il y avait une continuité dans le mouvement depuis la création de la section espagnole de l'AIT du temps de Bakounine. Contrairement aux marxistes, les anarchistes et anarcho-syndicalistes avaient mené de nombreuses réflexions sur les « recettes » pour faire cuire la « marmite de la révolution ». Et c'est pour cette raison précise que, quelques jours après le coup d'arrêt au putsch franquiste, des millions d'hommes et de femmes, dans l'industrie, dans l'agriculture, ont pu reprendre le travail, mais sur des bases collectivistes cette fois.

(7) Je pense néanmoins que certaines circonstances, notamment dans de petites communes, peuvent être favorables à ce que des camarades se présentent aux municipales, même dans le contexte actuel. Mais ce ne peut être qu'un choix individuel, sur une liste constituée avec des personnes affinitaires en vue de faire face à un problème local jugé important, non en tant que membre d'une organisation libertaire. A condition d'être sans illusion, il me paraît tout à fait possible, de cette manière, d'impulser des pratiques nouvelles dans une commune. Et puis il ne paraît pas inintéressant qu'une mairie puisse mettre à notre disposition, à l'occasion, certaines infrastructures municipales, comme une salle par exemple, pour organiser un congrès de la FA, qui sait...

Chapitres précédents : *Bakounine et Prolétariat et organisation* (n° 1004) ; *Les enjeux de l'action locale* (n° 1005).

LA INITIATIVE de la Libre Pensée, dans le cadre d'une action laïque, il a été proposé d'impulser, avec un ensemble d'organisations et de personnes motivées, une protestation démocratique en vue de dénoncer le subventionnement à partir de fonds publics de la célébration d'une entreprise dogmatique et criminelle que furent les croisades. Célébration liée à une promotion révisionniste de ces expéditions coloniales.

Invitée en tant qu'organisation, lors de la réunion publique du 20 janvier 1995, la Fédération anarchiste de Clermont-Ferrand s'est associée à cette démarche sur le fond du débat engagé. Toutefois nous, militants de la FA, émettons amicalement une contestation quant au titre de l'appel à la mobilisation : *Pour la séparation de l'Église et de l'Etat*. Nous pensons, en effet, que le concept de séparation n'a qu'une validité institutionnelle limitée, ceci du fait de la nécessité de la collaboration entre ces deux institutions, en tant que pouvoirs gérant des populations dans leurs champs sociaux respectifs.

Tous les conflits post-Révolution française pour la défense des droits de l'homme ont vu la société civile (dont fait partie la Libre Pensée, tout comme les anarchistes et le mouvement ouvrier) être en lutte permanente contre les Etats successifs et les Églises, pour défendre à des degrés divers, le droit de penser et de s'exprimer hors des dogmes.

La neutralité de l'Etat est une fiction, dont l'initiative présente de la Libre Pensée souligne le fait. Ne nous y trompons pas, sous ce qui peut être présenté comme une banale action touristique, promue et financée par le Conseil régional d'Auvergne, présidé par Valéry Giscard d'Estaing, et avec la participation de la ville de Clermont-Ferrand, sous l'autorité de Roger Quillot, se cache une des tentatives de rétablir dans les esprits et dans le tissu social une domination de la religion catholique.

En ces temps d'intégrismes et d'intolérance, l'enjeu est de taille. Pour nous, le but n'est pas une opposition conjoncturelle ou politicienne, il s'agit de défendre et d'agrandir le concept de laïcité au regard des revitalisations des sectarismes et des fanatismes, d'où qu'ils viennent, et quels qu'en soient les porteurs, ici comme partout...

A terme, il s'agit de refuser un processus ayant pour but de suggérer puis d'imposer un ordre moral, ceci en passant par des commémorations doctrinaires ou révisionnistes ; reconstitutions « historiques » (comme celle du Puy-du-Fou, avec Philippe de Villiers). Ceci procède de la même stratégie : profiter de certaines méconnaissances du passé, pour faire participer la population à des manifestations obscurantistes. Ce qui se prépare avec un budget conséquent à Clermont relève de ce principe.

Contre la commémoration des croisades avec des fonds publics, au profit politique d'une institution privée : l'Église catholique. Contre tous les cléricatismes : catholique, islamiste, sectaire... Pour la liberté du choix de ses convictions et de ses engagements, passant par tout refus de directives morales arbitraires. ♦

GROUPES SPARTACUS

## LA PETITE SEMAINE

### Maître Staline et son valet Brecht

Une biographie consacrée à Bertolt Brecht déchaîne depuis quelque temps une petite tempête dans le monde intellectuel car le dramaturge allemand y est dépeint, entre autres, comme un macho obsédé sexuel et théoricien marxiste vaseux, pas même auteur de ses pièces, qu'on devrait en réalité à ses diverses femmes et maîtresses.

L'avenir dira peut-être si le personnage fut le séducteur phalocrate qu'on nous présente aujourd'hui, et aussi le véritable auteur de *Mère Courage*.

Pour ce qui est du théoricien vaseux, et même si cela doit faire de la peine à quelques administrateurs de théâtre de la banlieue nord parisienne, il convient de rappeler que Brecht fut un stalinien bon teint, dont les textes politiques

font état d'une vision de la société d'une orthodoxie communiste qui vaut bien la production nauséabonde de cette autre carapette artistique moscovitaire connue sous le nom d'Aragon.

Comme ce dernier, Brecht a d'ailleurs écrit des poèmes, comme *Die Massnahme*, inspirés par une muse tout droit sortie de cet épouvantable catéchisme léniniste qui nous dit que la fin justifie les moyens et qu'est vérité ce qui sert la Cause.

Si l'homme mérite incontestablement qu'on fasse un tour dans son théâtre, on peut aisément, pour ce qui est du reste, tirer la chasse. ♦

FLORÉAL

NI RACISTES NI FASCISTES DANS LES QUARTIERS

# Réapproprions-nous la ville

LES RÉSULTATS des élections municipales confortent l'implantation durable du Front national, la légitimation et la banalisation de ses idées racistes. Certains s'en étonnent encore. Pourtant, cela s'était déjà passé aux dernières élections municipales de 1989, quand le FN avait confirmé le score de Le Pen à l'élection présidentielle de 1988, ayant plus de 1 000 élus locaux. Et le fort pourcentage d'absentions ne peut faire illusion sur le poids du Front national.

Au second tour, le FN gagne les villes de Toulon, Orange et Mariagnan. A Vitrolles, le « petit Gœbbels » Bruno Mégret, auteur de 50 propositions racistes, fait près de 43% ; à Dreux, Marie-France Stirbois 40 et à Noyon, Pierre Descaves, qui se rappelle son bon souvenir des années OAS, obtient 48%. Ce qui signifie, dans ces trois cas, une augmentation du pourcentage en voix et en nombre d'électeurs. A Mulhouse, Gérard Freuelt passe de 30,5% à 33,4%. La satisfaction de Mégret et de Le Pen à la télévision pouvait se comprendre, et la haine exprimée par M<sup>me</sup> Stirbois à l'encontre des « Beurs » avait de quoi faire peur quant à la conduite des affaires dans les mairies qu'ils ont gagnées. Quand on

connaît déjà les pratiques discriminatoires et l'application de ce qui est appelé la « préférence nationale » sur les questions de l'emploi et du logement, l'inquiétude est plus que de mise. Quant à Nice, Jacques Peyrat, comme le disait le leader du Front, n'a pas changé d'idées, et c'est aujourd'hui la sixième ville de France qui est tombée dans l'escarcelle de la droite extrême ou de l'extrême droite, si l'on peut faire des différences à ce niveau. Le FN va pouvoir compter aujourd'hui sur plus de 2 000 conseillers. Il a rempli un double objectif : renforcer le poids et la structuration du Parti et démontrer à la droite qu'elle devrait compter à terme avec lui. A Paris, notamment, où il a fait perdre plusieurs mairies à Tibéri, il lui fait payer son refus de toute alliance sur le plan électoral...

Au premier tour, les résultats sont flagrants quant à la progression du FN sur l'ensemble du territoire. Dans des villes comme Le Havre ou Marseille où des militants du FN (ou proches) ont appliqué leurs idées en assassinant deux personnes, les candidats du FN réalisent plus de 20% des voix. En région parisienne, alors que le défilé du FN a coûté la vie à Brahim Bouarram, les sbires de Le Pen peu-

vent se maintenir au deuxième tour dans un certain nombre de villes. En Seine-Saint-Denis, notamment à Clichy-sous-Bois, le FN arrive en tête avec 31% des voix. Dans l'Oise, le FN s'implante dans les villes de Creil, de Beauvais. Dans le Val-d'Oise, à Persan. En Rhône-Alpes, il dépasse les 20% dans les villes de la banlieue lyonnaise.

Le FN a pourtant du mal, dans certaines régions, à trouver assez de militants pour se présenter sur ses listes. En Alsace, par exemple, il n'a pu se présenter dans l'ensemble des villes par manque de candidats, malgré son score à la présidentielle. A Deuil-la-Barre, en région parisienne, des grands mères se sont retrouvées inscrites d'office sur la liste FN.

La marge de progression du FN est donc encore importante, tant sur le plan militant que sur le plan politique. En Seine-Saint-Denis, son score n'est pas la conséquence directe d'un militantisme de terrain. A la différence des arrondissements de l'est parisien où depuis des années des vendeurs de *National Hebdo* arpentent les marchés, dans ce département très touché par la désindustrialisation et la disparition des communautés sociales ouvrières, le FN se développe chez

les déçus de la gauche et sur la désocialisation, comme à Mantes-la-Jolie (le FN y fait plus de 25%) ou aux Mureaux, dans les Yvelines. A Dreux, l'implantation réalisée dans les années 80 par feu Stirbois démontre l'importance de s'approprier le terrain social.

Seules quelques régions comme le Limousin ou la Bretagne sont pour l'instant épargnées par la peste brune. Mais il ne faudrait pas y voir une imperméabilité à ses idées ; le racisme et la xénophobie n'en sont pas moins présents, comme le montre le pourcentage de votes au-dessus de la moyenne dans certains quartiers (entre 10 et 20%) des grandes villes.

Certains expliquent que le vote FN est un simple transfert des voix de gauche, dans les zones ouvrières. Mais comment expliquer son succès en Alsace ou dans les villes riches de la Côte-d'Azur ? Dans les banlieues, en analysant les votes, on s'aperçoit que ce sont dans les zones pavillonnaires qui jouxtent les grands ensembles que le FN fait les plus forts pourcentages. Pour autant, nous ne devons pas passer sous silence le vote populaire de celui-ci. Il y a eu ces dernières années un réel développement du Front dans les couches les plus défavorisées, qui sont gagnées au discours simpliste, accusateur vis-à-vis des étrangers. Il y a au sein de la population française une demande d'un pouvoir fort, autour d'un leader, d'un chef qui redonne à la France toute sa grandeur comme à l'ère coloniale, et débarrassée de ses indésirables (étrangers, homosexuels, anarchistes...). Une France qui travaille et où la classe politique, tous partis confondus, ne soit pas soupçonnée de malversations. Une République qui ne soit pas la « République des copains et des coquins »...

En focalisant sur la sécurité et l'immigration, le Front national déplace les vraies questions que sont le développement du chômage et des exclusions. Mais personne ne croit plus en la gauche ou en la droite pour résoudre ces questions. De plus, dans leurs discours et leurs pratiques, elles finissent par reprendre les thèmes du FN et parfois copient les mêmes recettes que celles proposées par celui-ci.

## Reprendre l'offensive

Se poser les raisons de l'abandon de tout discours offensif et dynamique sur les questions sociales et économiques nous ramène au projet central qui anime aujourd'hui le Parti socialiste. Ayant fait sien les recettes libérales, le PS ne peut se poser en défenseur des exclus autrement que sous la forme gestionnaire, ce qu'il a su très bien mettre en place pendant ses années de gouvernement.

L'Europe telle qu'elle se construit, le PS est pour, le capitalisme mondial aussi. Et ce parti se veut le représentant des classes moyennes dont les principaux soucis sont de sauvegarder leur statut.

Ce que nous énoncions, il y a quelques années, comme une probabilité, à savoir que le FN serait appelé à gérer les banlieues difficiles, car ni la droite ni le PS n'auraient les réponses appropriées à l'électorat de ces zones devient réalité. Ce qui est le plus inquiétant, c'est le risque de voir le Front s'installer banalement... La droite et la gauche pourront toujours dire, après coups, qu'elles ne passent pas d'accords avec le Front, mais c'est lui qui n'en aura plus besoin.

Certains, dans nos milieux, n'hésitent pas à dire qu'après tout cela va réveiller les gens, qu'ils vont se mettre à lutter et que de toute façon il n'y aura pas de grand changement dans les politiques menées... Autant un front républicain est illusoire pour lutter contre le FN, autant les arguments énoncés plus haut relèvent au mieux d'une cécité politique, au pire d'une imbécillité criminelle. Pour tous ceux confrontés aux problèmes sociaux, aux déchirements entre populations, et qui essayent de recréer des minimums de solidarités, l'arrivée de l'extrême droite va se traduire par une exacerbation des conflits, avec suppression de postes et d'aides. Ce qui ne signifie pas, loin de là, une reconnaissance de la gestion faite par des mairies de gauche. Au travers des luttes menées dans nombre de villes pour obtenir des logements, des aides sociales, la gratuité des transports... il y a des confrontations et des oppositions... mais par la mise en mouvement des habitants et des dynamiques sociales, certains espaces restent ouverts. Prenons un autre exemple : il est de plus en plus difficile d'obtenir des certificats d'hébergement avec les mairies de droite et de gauche. Avec l'extrême droite, le résultat est connu d'avance.

Reprendre le chemin de l'associatif et du local est donc décisif pour lutter contre le FN. Cela était vrai il y a dix ans, cela l'est encore plus aujourd'hui. Car c'est au contact du quotidien, en étant investi dans tout ce qui fait la richesse de la vie sociale que nous construisons l'alternative.

Et quant à nos amis qui habitent les villes gagnées par le FN, notre soutien leur est indispensable et passe par un redoublement d'activités dans toutes les villes, dans les espaces sociaux et politiques (syndicats, associations...) où nous sommes suffisamment puissants pour desserrer l'étau que va tenter d'effectuer le FN à l'encontre des militants antiracistes, antifascistes et de tous ceux qui luttent contre.

GÉRONIMO  
(RÉFLEX/SCALP)

## Nouvelles du front

### PARUTION DE « RIRE »

Le n° 3 de *RIRE* (mai-juin 1995), journal du Réseau d'information aux réfractaires est encore disponible. Au sommaire : l'historique d'« Objection à tout moment » ; le procès Marc Venier ; la campagne d'amnistie sans condition pour tous les réfractaires à l'armée ; un dossier Pays basque ; déserteurs de l'ex-yougoslavie... Prix : 10 F. Abonnement : 60 F (étranger : 80 F) et de soutien : 100 F. Chèque à l'ordre de « J.O./R.I.R.E. ». *RIRE*, 33, rue Coutellerie, 13002 Marseille.

### SOUTENEZ MARC VENIER

Marc Venier, déserteur au bout de 14 mois de service national, risque la prison. Soutenez-le en lui écrivant au 16, rue de Seloncourt, 25400 Audincourt, ou en écrivant à M. le Procureur Gallut, Tribunal de Grande Instance, 44, rue Bretonnerie, 45000 Orléans, pour réclamer qu'il ne soit pas mis en détention.

### DIDIER BRIAND RISQUE LA PRISON

Par refus du nationalisme et du militarisme, Didier Briand est inconnu au service national. Cet engagement lui a valu neuf années de procédure, dix procès et dernièrement une condamnation à trois mois de prison ferme. Didier Briand vient de voir rejeter son recours en grâce auprès du président de la République. En cas d'emprisonnement, Amnesty International s'est engagé à l'adopter comme prisonnier d'opinion. Son comité de soutien vous propose d'adresser un courrier au procureur de la République pour manifester votre refus de l'emprisonnement imminent de Didier Briand.

Vous pouvez le contacter pour obtenir un modèle de lettre-type ainsi qu'une copie du courrier d'Amnesty à joindre à la lettre en vous adressant à : Comité de soutien à Didier Briand c/o Yves Beaussier, La Croix-Marie, 53410 Saint-Ouen-des-Toits ou à la librairie du Monde Libertaire.

## THANK YOU FERRÉ

14 JUILLET 1995 - 20 h 30 - au TRIANON  
80, boulevard Rochechouard  
(M° Anvers), 75018 Paris  
avec

Vincent ABSIL, Vladimir ANSELME,  
Alain AURENCHÉ, Louis CAPART, Paco IBANEZ,  
Alain LEPREST, Gilbert LAFAILLE (sous réserve),  
Dominique OTTAVI, SAPHO (sous réserve),  
Gilles SERVAT, Serge UTGÉ-ROYO,  
Philippe VAL (sous réserve).

L'intégralité des bénéfices ira à l'association SOL.EN.SI,  
qui s'occupe des enfants atteints par le SIDA.

100 F  
sur réservation  
(à l'ordre de  
Thank you Ferré)  
à la librairie  
du  
Monde Libertaire  
145, rue Amelot  
75011 Paris

130 F  
sur place

(suite de  
qui br  
vèle-Z  
défense  
rêt peu  
rus.

Tahiti  
trouve  
vaste c  
pseudos

Faute  
sances  
deurs y  
sans m  
consist  
dimensi  
lui tout  
des terr

Dans  
projet d  
lancé pa  
sique, a  
Certain

### Rect

Le déba  
(avec Se  
Jacques  
cés pour  
le ML m  
des édit  
groupe L

Alors, F  
rien. Qu  
lité il ét  
s'est vex  
de nomb

sur sa ve  
est Algé  
le juge a  
pour qu'

opposé e  
1987, O  
trois enf

Né en  
dance. E  
par une  
ment de  
ramenan

fait pass  
devait pr  
il en a pr

Au mo  
de reste  
déclarati  
enfants i  
Ossoufi,

lui a den  
ment ren  
tité algé  
Seulem  
« Est Fro  
mêmes y  
sant part  
était bien  
nés « en  
article, n  
d'Instanc  
plement  
a reçus,

# Que le Pacifique est loin !

(suite de la « une »)

qui brûlent d'entrer en lice. La Nouvelle-Zélande, par exemple, porte à la défense militaire du Pacifique un intérêt peu justifié par les dangers encourus.

Tahiti, l'île des rêves manqués, se trouve enclavée dans le réseau plus vaste du Pacifique où se déploie le pseudo-réalisme capitaliste.

Faute de partie fine, l'élite des puissances de première et seconde grandeurs joue cyniquement, sans loi et sans morale, un wargame dont l'enjeu consiste à occuper, dans toutes ses dimensions, l'espace de cet océan, à lui tout seul plus vaste que l'ensemble des terres de la planète.

Dans les grandes profondeurs, un projet de prospection océanique a été lancé par l'Institut hawaïen de géophysique, à l'Université de Hawaii (4). Certaines de ces entreprises sont

patronnées par les Nations unies ou les Etats-Unis. Ainsi les gisements de phosphate ont été exploités et sont déjà presque épuisés dans certaines régions. En revanche, il subsiste encore de grandes ressources dans d'autres, par exemple dans le lagon de Matahiva (5).

La perliculture, une des richesses des îles, a traversé une crise dans les années 90, avec un déclin de la demande japonaise, qui représentait son principal marché. Elle avait su cependant résister aux pressions des acheteurs et à la concurrence montante d'autres places, comme les îles Cook, où l'industrie avait d'ailleurs été introduite par les Tahitiens (6).

Sur les eaux et dans les airs, les principales nations intéressées, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, mais aussi la France, se livrent à la course : lignes de navigation marchande, compagnies aériennes, croisières touristiques. la Grande-Bretagne et les Etats-Unis semblent singulièrement absents. En revanche, apparaissent des roitelets, comme John H. Mangoon Junior, qui possède 56% des Hawaiian Airlines.

De par les îles, le tourisme est source de revenus, mais il est sous la dépendance des multinationales du

transport et de l'hôtellerie. L'éloignement des lieux peut dissuader des entreprises fondées sur le principe de la rentabilité. Les journaux économiques ne parlent d'ailleurs que de cela : extension du marché d'une société, élimination des concurrents, mais aussi des filiales peu rentables, le jeu économique poursuit deux objectifs parfois contradictoires qui consistent à occuper le terrain et à réaliser des profits.

Les rivaux tissent donc des alliances, qui aboutissent par exemple aux projets franco-japonais et franco-allemands pour l'île de Fidji. Le développement de Tahiti entre ainsi dans les préoccupations des gouvernements de France et du Territoire. Une délégation s'est rendue à Hong Kong, à une époque où l'avenir de cette cité était particulièrement préoccupant et où des voix s'élevaient partout contre l'acceptation de nouveaux immigrants ; elle invita les hommes d'affaires chinois à investir dans l'île des sommes qui se situaient entre 450 000 et 1,3 million de dollars. En échange, ils offraient un passeport français, l'exemption des impôts sur ces investissements et les avantages combinés du Système général préférentiel des Etats-Unis et du Marché commun.

Contrairement à l'idée que rien ne se passe à Tahiti, l'actuelle stratégie planétaire représente une nouvelle étape de cette métamorphose. Îles et archipels sont confrontés à un nouveau défi, celui d'un marché international où les diverses autoroutes de l'information jouent déjà un rôle crucial. On s'interroge sur la création d'un Parlement et un pacte économique pour l'ensemble du Pacifique est mis en place. La politique de la France, si dominatrice soit-elle, n'est pas la seule à mettre en cause. Quand les grandes puissances la traitent d'intruse, celle-ci peut légitimement se demander si leur indignation vertueuse ne masque pas leurs propres ambitions.

En fait, derrière les inquiétudes provoquées par les expériences nucléaires se profile, depuis les années 80, une nouvelle dynamique française dans le Pacifique. Depuis les troubles de la Nouvelle-Calédonie, pays qui produit un tiers du nickel de la planète, la métropole a déversé des millions de dollars dans la région. Ces largesses ne se limitent plus aux territoires liés à la France : des aides financières ou militaires ont été accordées à Vanuatu, aux îles Cook et même à Fidji (7).

Tout montre qu'il existe un autre Pacifique, celui du XXI<sup>e</sup> siècle, « sixième continent », en pleine gestation, sous l'égide de géants proches ou lointains, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Chine, les Etats-Unis et la France. Peu soucieux de ses populations et de leurs territoires, ils y impriment leurs décisions politiques, économiques ou financières,

exploitant sans vergogne les ressources minières ou maritimes, ou implantant n'importe où leurs terrains de golf. Les critiques adressées à la France ne relèvent pas de la simple « inimitié » ou de l'amour pour l'écologie, mais des conflits entre les divers impérialismes. ♦

RONALD CREAUGH

(1) Julian Evans, « Letters from an Invented Eden » *The Guardian* (Features Section), 26 septembre 1992 ; « The Pacific Idea ; There is a better World », *The Economist*, 16 mars 1991. Section : World Politics and Current Affairs, p. 15 (UK Edition, p. 19).

(2) et (7) Kalinga Seneviratne, « South Pacific : Rainbow Warrior Incident Revives Colonial Fears », *Inter Press Service*, 2 avril 1992.

(3) « Discrimination Développement-Small Islands : Pacific Delegates Cry », *Inter Press Service*, 28 avril 1994.

(4) Entrepris par le Committee for Coordination of Joint Prospection for Mineral Resources in South Pacific Offshore Areas, fondé en 1972.

(5) « South Pacific Islands », *The Mining Journal, Ltd Mining Annual Review*, Londres (juin 1989). Section : Countries ; Pacific and Australasia, p. A 84.

(6) Louissou, Simon, « South Seas Black-Pearl Industry Ready To Grow », *The Reuter Asia-Pacific Business Report*, 4 avril 1994. BC cycle.

Paris  
samedi 1<sup>er</sup> juillet  
manifestation  
contre la reprise  
des essais nucléaires.  
Horaire et lieu  
de rassemblement  
non encore précisés  
à l'heure où nous bouclons.

## Rectificatif

Le débat et le spectacle sur la prison (avec Serge Livrozet, Roland Agret et Jacques Lesage de la Haye), annoncés pour le 17 juin à Bordeaux dans le ML n° 1004, étaient à l'initiative des éditions Analis et non pas du groupe Emma-Goldman de la FA.

## CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

# Algérien ou Français ?

Alors, Français ou pas Français ? Ossoufi n'y comprend plus rien. Quand il a demandé à Maître Piquois de quelle nationalité il était, l'avocat lui a répondu qu'il était indigène. Ossoufi s'est vexé : « Je ne suis pas un sauvage quand même ! ». Voilà de nombreuses années que M. Ossoufi se pose des questions sur sa véritable nationalité. Sur son passeport, il est écrit qu'il est Algérien mais lors de son passage devant la Commission, le juge a dit qu'il était Français et il a donné un avis favorable pour qu'on abroge son arrêté d'expulsion. Mais le préfet s'y est opposé en invoquant l'article 28 bis (1). Ce qui fait que depuis 1987, Ossoufi est sans titre de séjour, bien qu'il soit père de trois enfants français.

Né en Algérie en 1949, il avait 14 ans à la date de l'indépendance. Etant orphelin de père et de mère, il avait été recueilli par une famille de colons. En 1962, au moment du rapatriement des Pieds-Noirs d'Algérie, il sont rentrés en France, ramenant dans leurs bagages le jeune Yahia Ossoufi qu'ils ont fait passer pour leur fils. La vie qu'il menait chez eux ne devait pas être fort agréable car, sitôt atteint l'âge de 18 ans, il en a profité pour se tirer. Il ne les a jamais revus.

Au moment de l'indépendance, les Algériens ont eu le choix de rester Français. Il leur suffisait pour cela de faire une déclaration. Bien sûr, tout le monde n'était pas informé. Les enfants mineurs ont suivi le sort de leurs parents. Mais lui, Ossoufi, dont les parents étaient morts en 1960, personne ne lui a demandé son avis. A sa majorité, il s'est tout naturellement rendu au consulat où on lui a délivré des papiers d'identité algériens.

Seulement voilà, selon l'article 23 du code de la nationalité : « Est Français celui qui est né en France de parents qui eux-mêmes y sont nés ». Or, l'Algérie était considérée comme faisant partie de la France pendant la colonisation. Donc Ossoufi était bien né « en France » de parents qui étaient également nés « en France », et même qui y étaient morts. Fort de cet article, nous nous sommes rendus tous les deux au Tribunal d'Instance du 12<sup>e</sup> arrondissement afin de demander tout simplement un certificat de nationalité. La jeune femme qui nous a reçus, nous a dit qu'en principe il n'y avait aucun problème,

sauf s'il leur fallait vérifier au ministère des Affaires étrangères à Nantes si Ossoufi, qui s'était marié avec une Algérienne, n'avait pas opté au moment de son mariage pour la nationalité de son épouse.

Trois mois plus tard, Ossoufi reçoit de la mairie une convocation pour venir retirer son certificat de nationalité. Puis, le même jour, un coup de téléphone, toujours de la mairie, qui l'informait que la nationalité venait de lui être refusée. Malheureusement pour Ossoufi, c'était la seconde version qui était la bonne. Dans le bureau du Tribunal d'instance, les employés avaient l'air gênés. Etait-ce pour avoir commis une erreur en lui envoyant un papier comme quoi la nationalité lui était accordée ou bien était-ce pour s'être trompés en se montrant si affirmatives au moment du dépôt du dossier ? Quoi qu'il en soit, l'ambiance était bizarre et lourdement chargée de non dit. Pour avoir des éclaircissements, nous sommes allés consulter Maître Piquois.

L'avocat, qui pourtant est surchargé de travail, nous accorde une dizaine de minutes pour nous faire un cours sur la nationalité. Confortablement installé dans son fauteuil, les pieds posés sur la table de son bureau, il nous lit à haute voix le bouquin édité par le ministère de la Justice sur la nationalité française. C'est ainsi que nous apprenons avec effarement que, dans les anciennes colonies, il existait une distinction entre les personnes de droit commun et les personnes de droit local. Autrement dit, il y avait ceux qui étaient Français et ceux qui ne l'étaient pas ! Etaient Français de droit commun ceux qui avaient des diplômes, des postes de fonctionnaires, des médailles militaires, les membres de la Chambre de Commerce et de l'Agriculture, les personnalités ayant exercé des mandats de délégués financiers, les conseillers prud'hommes et les bachagas, aghas et caïds ayant exercé leurs fonctions pendant au moins 30 ans ! Cette énumération était perpétuellement interrompue par la sonnerie du téléphone, car Maître Piquois est un avocat très sollicité. Bref, tout le gratin était Français de droit commun. Quant aux autres, les petites gens, ils n'étaient que des indigènes de droit local, tout juste bons à travailler pour les colons ou à servir dans l'armée française.

Je me sentais mal en voyant Ossoufi qui cherchait désespérément dans sa mémoire ce que ses parents auraient bien pu faire de grandiose, dans leur chienne de vie, pour mériter la nationalité. Pauvre homme qui découvrait tout à coup qu'on s'était bien moqué de lui, et que jamais, ni ses parents ni les parents de ses parents sur six générations de profondeur, n'avaient été considérés par la France comme de véritables citoyens à part entière. Voyant que nous avions tout compris, Maître Piquois suspend sa lecture et, sans ajouter un mot, nous reconduit à la porte de son cabinet. Dans la rue, l'indigène Ossoufi garde le silence. Il fait le deuil de tous ses espoirs. Moi, je pense à ce sale pays qui est le mien.

Dernièrement, j'ai eu le cas d'un type d'une quarantaine d'années qui venait de perdre sa carte d'identité. On avait refusé de lui en donner une autre sous prétexte qu'il ne serait pas Français. Or il est né en France, et y a vécu toute sa vie durant. Il ne comprenait vraiment pas ce qui lui arrivait. Moi non plus, d'ailleurs. Je ne l'ai pas pris au sérieux, car je n'ai pas cru possible qu'on puisse remettre la nationalité de quelqu'un en question 40 ans après sa naissance ! J'ai cru qu'il s'agissait d'une absurdité de l'administration, qui se résoudrait d'elle-même. Depuis, j'ai entendu parlé de cas similaires. En fait, cela n'avait rien d'exceptionnel. Et il y a des gens payés par les ministères pour faire ce genre de recherches...

Alors Français ou pas Français ? En avril, Ossoufi s'est fait arrêter alors qu'il allait chercher ses gosses à la sortie de l'école. Devant les autres parents, devant l'institutrice, on lui a passé les menottes et on l'a emmené au commissariat où on l'a roté de coups. Ses enfants étaient enfermés dans une pièce à côté. Par terre, couché sur le ventre, le pied du policier appuyant sur ses reins, enfin Ossoufi comprenait qui il était. Sa nationalité de « sale bicot » ne faisait plus aucun doute. ♦

CLAUDE

(1) Article 28 bis de l'ordonnance de 1945 : « Il ne peut être fait droit à une demande d'abrogation d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière présentée après l'expiration du délai du recours administratif que si le ressortissant étranger réside hors de France. »

## Souscription pour de nouveaux locaux Radio Libertaire et le Monde libertaire

Alain MOUNIER 1 000,00 / Fabrice MOULIN 150,00 / Jean-Jacques MARTIN 300,00 / Marie de GOYENECHÉ 100,00 / Patrick MICHEL 100,00 / Jacques MOMBÉ ? / Christian MOREAU 100,00 / Pascal MORALES 300,00 + 300,00 / Edouard MACHERY 100,00 / MOUDENNER 300,00 / Germain MORATO ou Josiane LE JOLY 150,00 / Lucien MERCIER 100,00 / Mr et M<sup>me</sup> NIKOLOF 500,00 / Paul NOEL 300,00 / Lionel NORMAND et Madeleine CHATELAIN 200,00 / Caroline NGUYEN 100,00 /

4 100,00

Mr et M<sup>me</sup> PARADIS 200,00 / Yves PEYRAUT 1 000,00 / Serge PICCIN 1 000,00 / Philippe PIGNOT 500,00 + 500,00 / René PYZAMIGLIO 100,00 / André PAYEN 100,00 / Thierry PAIN 200,00 / Guillaume PERRIN 120,00 / Philippe PARIS 50,00 / Lucienne PICARD 100,00 / PARLEBAS CHAUVIERE 50,00 / Mr et M<sup>me</sup> PASFARGUES 200,00 / Marie-Ingrid PERBAL 100,00 / Claude PENNETIER 100,00 /

4 320,00

Elianne RICHARD 300,00 / Jean ROUVRE 100,00 / Violette RAGOT 100,00 / André RAYNAUD 300,00 / Roland ROGNON 100,00 / Wally ROSELL 700,00 / Jean-Hugues RETY ? / Claude RUA 1 000,00 / Thierry ROUAUD et Marie-Hélène ? / Bruno ROSTAING ? / Fernand REAL ? / Madeleine REBERIOUX 100,00 / Denis RIVIERE 250,00 / Rolf RENOARD 500,00 /

3 450,00

SCHERRER 100,00 / SCHOENENBERGER ? / Jean-Claude SAVOUREL 100,00 / Nathalie SEYSSE 150,00 / Mr et M<sup>me</sup> SIMONET LEMEUNE 100,00 / Philippe SANGUINET 200,00 + 200,00 / Patrice SCHILLER 100,00 / Régis SABATIER 100,00 / Patrick SALOMON 100,00 /

1 150,00

Bruno TOMERA 150,00 / Philippe TORRES 100,00 / Francis TEINTURIER ? / Françoise THIBONGAYE 100,00 / Joël TRIANTAFYLIDES 500,00 / Josette TOUZÉ 200,00 / Guy TURREL ? / Zita TRANCART 100,00 / Aude-Marie TOURNAY ? / Nelly TRUMEL 580,00 + 300,00 / Geneviève THILL 500,00 / Raymond ou René TOUREILLES 150,00 / Jacques TOUBLET 1 000,00 / Patrick URLACHER 200,00 / Serge UTGE-ROYO 200,00 /

4080,00

Jean VAN NOSTRAND 100,00 / Philippe VERGE 200,00 / Thierry VIGNAL 350,00 / Manuel VINCENTOT ? / Nicolas VERNIER 500,00 / Michel VERRET 200,00 / M<sup>me</sup> VILLER 1 000,00 / Samuel VIEILLE GIRARDET 200,00 / Théodore WOLF 100,00 / Dominique WERNERT 100,00 / Jean-Franc ZANI 50,00 /

2 800,00

### Collectifs, groupes, associations :

Ass. ALDIR - Groupe HUMEURS NOIRES 250,00 / ACRATIE 100,00 / ACT-UP PARIS 1500,00 / Ass. Groupe Jardin Public ? / Camping et Roulottes du cœur 100,00 / Groupe BERNERI 100,00 / Groupe Pierre-BESNARD 5000,00 / La Libre Pensée 1000,00 / Groupe La Villette 600,00 / MARIEVAL PRODUCTIONS 200,00 / PENTE DU CARMELO 700,00 / SAT-AMIKARO (travailleurs espérantistes) 1000,00 / Société PROUDHON 300,00 / UTAN ESPERANTO MIGRANTO 400,00 / (« ? » signifie que le montant n'est pas précisé.)

Total des groupes : 11 250,00

### TOTAL de la COLLECTE :

236 950,00 F

(établi au 31 mai 1995)

ENCORE MERCI A TOUTES ET A TOUS, POUR QUE CES OUTILS VOUS PERMETTENT D'EXPRIMER VOS LUTTES, VOS ACTIONS, ... DANS DE MEILLEURES CONDITIONS

ELISABETH CLAUDE  
Présidente de Radio Libertaire

## APPEL DU « 18 JOINT »

**ODEUR DE GANJA À LA VILLETTE (PARIS).** — Après avoir interdit une soirée privée où devait être présenté le concept du « cannabistrot » le 16 juin et le salon du chanvre le 17 juin, la Préfecture de police avait interdit le rassemblement traditionnel des fumeurs de cannabis du « 18 joint », auquel appelait le Collectif d'information et de recherche cannabique (CIRC). La manifestation interdite s'est transformée en un rassemblement informel où plus d'un millier de personnes sont venues fumer, discuter et écouter de la musique sur la pelouse de la Villette, dans la bonne humeur, sans présence policière et dont sans incident. Le CIRC était présent pour exposer aux personnes présentes les raisons de l'interdiction de la manifestation prévue et engager la discussion. Le président du CIRC, Jean-Pierre Galland a déclaré : « Apparemment, il ne suffit plus d'interdire le cannabis, il faut encore interdire le débat. Le succès de cet après-midi montre le caractère disproportionné de cette interdiction et la nécessité d'ouvrir enfin le débat sur le cannabis, car cette interdiction n'est pas du tout comprise par les jeunes. » ♦

CIRC

**UN JOINT FACTICE POUR LE PRÉFET À MONTPELLIER** — L'Appel du « 18 Joint » 1995 a rassemblé le 18 juin, à 18 h, plus de 800 personnes sur l'esplanade Charles-de-Gaulle.

Vers 19 h 30, les manifestants, répondant à l'appel d'Act-Up, d'ASUD, du CIRC, de « Réduire les Risques », de « Résistance SIDA » et de « Vivre au Présent », se sont mis en route, en direction de la Préfecture, derrière le camion transportant un joint-mongolifère, ceci dans la joie, la bonne humeur et la musique retransmise par la radio L'EKO des Garigues.

Le préfet a refusé de recevoir une délégation, pour cause de résultat de scrutin électoral, mais la mongolifère initialement destinée à féliciter le nouveau maire a finalement choisi de se poser dans la cour de la Préfecture où le pétard dont elle était porteuse a semé un instant le trouble.

A 20 h, les manifestants de retour sur la place de la Comédie se sont dispersés gaiement. Cette manifestation est donc un succès. A l'année prochaine !

« VIVRE AU PRÉSENT »

## Ciné sélection

# La cité des enfants fliqués

« Après avoir semé la misère, la société ne peut que récolter la haine. »

Marius Jacob

CANNES 95. Au supermarché de l'image, se rend un certain Mathieu Kassovitz. A 27 ans, et en bon ouvrier de chez Kodak, il vient montrer ses travaux : *La Haine*, second long métrage en noir et blanc. Né dans le cénacle audiovisuel, il risque au plus une polie indifférence. Conscientieux, il soigne en acteur à la mode son image qu'on dit *look*. Au bon temps du tout à l'image (le fameux tout à l'image-égout de Daney), le festival de Cannes alterne surprise et/ou consensus mou.

Année du centenaire du cinéma, mais aussi du cinquantenaire de l'Holocauste et d'Hiroshima, 1995 nous a réservé des surprises européennes. Tant pis pour l'Oncle Sam et pour les grands anciens d'Europe : Oliveira, Wenders ou même Angelopoulos...

Grand prix de la mise en scène, *La Haine* est un film attendu. Terminé depuis de longs mois, il a été retenu par la distribution pour le monstrueux festival. Un sujet social, un réalisateur-acteur en vogue, et voilà des lauriers bien lourds à porter. Car la vampirisation télévisuelle veille : presse écrite, télévision outrancière... Et même une proposition de ligne de vêtements *La Haine* : genre cible dans le dos, ou casquette « Tirez ici » ?

Avec une nouvelle donne dans la distribution, le film achève son itinéraire artistique. Il

n'est plus désormais qu'un produit : le marketing forcé remplace la promotion et malgré une bonne volonté affichée, Kassovitz en fait les frais. Seule une séance pour Chanteloup-les-Vignes aurait pu rattraper l'indigne publicité.

Avec ce battage ou ce rabattage, les aventures de Vincent, Saïd et Hubert se vident de leur âme. Cette histoire d'aujourd'hui n'est pas l'histoire de la barbarie. Non, elle serait plutôt une chronique du quotidien de trois jeunes à qui généralement on a tout confisqué : la parole, la jeunesse, la vie. Vingt-quatre heures de survie non loin d'une grande ville. Mais immédiatement, dans les commentaires à virées des chroniqueurs salariés, *La Haine*, véritable pain de dynamite, retrouve sa petite boîte conventionnelle. On n'en parle désormais que comme d'un film sur la banlieue, frontière sémantique et socio-économique. On le vide de son contenu humain. On pourrait dire désormais JDB (Jeune De Banlieue), comme on dit SDF.

Vincent, Saïd et Hubert existent cependant et ces heures comptent. Au cinéma et dans la réalité. Fenêtre sur le monde, le cinéma, à qui sait voir, dit plus que n'importe quel document ou témoignage. Du *Thé au Harem* (1984), de Meddhi Charef, à *Hexagone* (1994), de Malik Chibane, dix années ont

passé, le constat est lourd. Avec un regard un peu transversal, la chute finale dans *La Haine* prend tout son sens. Pour l'instant, tout va bien. Rien n'a bougé, tout s'est amplifié. L'occupation policière est devenue quotidienne et pesante. L'utilisation scénaristique d'un flingue perdu est plus que symbolique : au poids de la dope s'ajoute le poids des armes.

Le film a quelques aspérités irritantes : l'esthétique blanche et noire qui vient de réflexes publicitaires, et une caméra qui oublie la force du plan fixe. Mais il évite les clichés, par exemple celui du parler banlieue tant noté par les chaînes de télévision. Ce parler est emblématique. Saïd, Vinz et Hubert existent donc au travers de ce langage. Ici, nulle caricature. Le rythme du film est donné non par du rap, mais par d'étranges et loufoques comptines. Une d'entre elles clôt le film. Pour Mathieu Kassovitz, l'atterrissage d'un système qui s'effondre sera explosif. *La Haine* est un film foncièrement anti-flic et n'est pas tourné du côté des commissariats comme chez Bertrand Tavernier et son L627. On est de l'autre côté de la rue.

La morale du film est simple : la police ne sert à rien... désarmons-la. ♦

SALIM  
(« Fondu au Noir »)

## RENDEZ-VOUS

### FOIX

La FA d'Ariège vous invite, le samedi 1<sup>er</sup> juillet, à une manifestation en mémoire d'Ibrahim Ali, Brahim Bouarram et Imad Bouhoud assassinés par des fascistes.

14 h 30 : tables de presse associatives sur la place Centrale ; 16 h : hommage fleuri aux victimes ; 17 h : débat public en salle Jean-Jaurès de la mairie de Foix.

### MONTPELLIER

Le groupe de la FA loue un local au 5, rue Jeanne-d'Arc. Permanences : mardi et jeudi, 16 h-19 h.

### NICE

Le groupe de la Fédération anarchiste tient ses permanences du mercredi et du samedi, de 15 h à

18 h (voire au-delà), au siège de l'ADCL, 19, rue de Dijon, 06010 Nice (près de la gare principale).

### SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

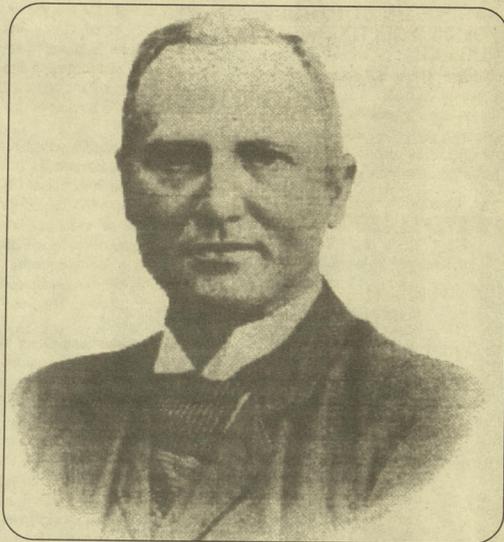
Pour contacter la FA sur les Yvelines, écrivez à l'association « Les Amis du Chat noir turbulent », BP 262, 78053 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex.

### TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus a acheté un local de 85 m<sup>2</sup>, base solide pour le développement de la FA. Une souscription est ouverte. Chèque à l'ordre de « FA de Haute-Garonne », FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.

LITTÉRATURE

# Oskar Panizza ou l'hallucination créatrice



« **O** LAMENTABLE race humaine ! Trouve-toi un autre scribe ! le chien est beaucoup trop bon, trop noble pour toi ! » Voici les aventures d'un chien rural, qu'un changement de propriétaire fait débarquer en ville, et qui se met non seulement à penser (ce qui lui est « une véritable souffrance ») mais à faire l'anthropologue. Dure tâche. Que comprendre à ces êtres incapables de communiquer, malgré l'air qu'ils se donnent et leurs émissions de « salves de bouche » bruyantes et désordonnées ? Et comment sont-ils fabriqués, eux qui se séparent de morceaux de leur corps — voici tout d'un coup les pieds à gauche, sous le lit, les bras à droite, sur le canapé, et cette partie de tête qui se dévisse !

Ils semblent partagés en deux espèces : ceux qui montrent leurs jambes et ceux qui les cachent. Notre chien est tout fier d'avoir trouvé ce principe de classement, jusqu'à cette nuit où, se glissant dans la chambre de son maître accompagné pour une fois d'une personne qui cache ses jambes, il assiste bouleversé au « démontage », littéralement, de ces deux êtres. Triste spectacle, qui les fait ressembler à des lièvres écorchés, à des asperges blafardes !

Qu'ils sont laids ! On comprend, pense le chien, que les humains passent leur temps à se cacher et à tromper tout le monde ! Et lui en reste à découvrir...

Les éditions Ludd reprennent aujourd'hui ce beau texte, à la fois noir et plein d'humour, illustré cette fois par Cueco. Elles poursuivent ainsi leur exploration de l'œuvre de Panizza, cet Allemand né en 1853 qui exerça quelque temps la psychiatrie, avant d'y renoncer pour se consacrer à la littérature. On lui doit des nouvelles, des essais, et ce fameux *Concile d'amour*, pièce de théâtre qui lui valut une condamnation pour blasphème ; la catholique Bavière jeta Panizza en taule pour un an. Ludd a récemment réuni des *Écrits de prison* rédigés pendant ce séjour à l'ombre : un « journal de prison » plein de poésie, où l'on retrouve la lune — symbole de liberté — déjà chère au chien du *Journal*, et un récit de rêve qui vaut tous les traités sur la censure. Des « Dialogues à la manière de Hutten » (1) célèbres de réputation mais jusqu'à présent non traduits. Ils sont cinq, à mêler drôlerie et tragique, reprenant toutes les obsessions de l'auteur — l'Allemagne, la religion, l'invisible, et

l'amour vu comme une imposture et une impossibilité... Et un bref et violent « Adieu à Munich », où Panizza règle son compte à sa ville et, encore une fois, à la religion. Quant à la psychiatrie, il avait saisi tout l'usage politique et social que le pouvoir pouvait en faire, avant l'URSS et autres régimes totalitaires, et l'avait dénoncé dans son rigoureux pamphlet *Psychopathia Criminalis* : ce terme latin désignant le virus, scientifiquement décrit, de la maladie de l'opposition politique et des traitements qu'il convient de lui infliger.

**L'anarchisme,  
« idéalisme  
à une puissance  
supérieure »**

Même s'il est resté longtemps marqué par les idées, aujourd'hui rejetées ou dépassées, de Lombroso, Gall et consorts sur l'hérédité ou sur la phrénologie, il échappe à son carcan théorique grâce à sa foi en l'autonomie de l'individu par rapport au monde qui l'entoure. Dès 1891, dans *Génie et Folie*, l'état créateur, étroitement attaché à l'hallucination, lui paraît seul important en ce sens que l'individu « génial » — c'est-à-dire

sujet à des hallucinations créatrices — dépasse le monde des phénomènes.

Dans un essai philosophique qu'il dédia à la mémoire de Stirner, *L'illusionnisme et le Salut de la personnalité* (à paraître en septembre), il prend parti, dans le combat qui oppose le matérialisme à l'idéalisme, pour ce dernier. « *Le monde, souligne-t-il, est le produit du Démon de chaque individu [...]. Nous devons chercher dans le Démon le principe premier des actions de tous les hommes.* » C'est ainsi d'ailleurs que « l'anarchisme » (et il parle de Ravachol, Caserio et Vera Zassoulitch) est « un idéalisme renforcé, élevé à une puissance supérieure, un acte idéaliste par rapport auquel tout l'idéalisme de nos poètes et penseurs n'est que clinquant ».

« *Agis, écrit Panizza, comme ton Démon te l'a prescrit. Peut-être iras-tu à ta perte, mais aller à sa perte dans le monde des phénomènes, n'est-ce pas notre sort à tous ?* » Son

Démon, à lui, était-il la folie, ou l'enfermement ?

Sa perte, en tout cas, ce fut de choisir, dès 1901, de ne plus s'exprimer, puis, voulant échapper à des persécuteurs imaginaires, de forcer les autorités à l'interner. Il écrivit encore une brève autobiographie en forme de justification. Et c'est en asile psychiatrique qu'il finit sa vie, en 1921. ♦

J.-P. GASPARD

(1) Ulrich von Hutten (1488-1523) publia de violents pamphlets et des dialogues contre l'Eglise romaine.

\* *Journal d'un chien*, traduit de l'allemand par Dominique Dubuy et Claude Riehl, dessins de Cueco, Ludd, 85 F.

\* *Écrits de prison*, traduits par Pierre Gallissaires, Ludd, 115 F.

\* *Psychopathia Criminalis* précédé de *Génie et Folie*, traduit par Pierre Gallissaires, Ludd, 88 F.

\* *L'illusionnisme et le Salut de la personnalité*, traduit par Pierre Gallissaires, Ludd (à paraître)



POÉSIE

## « Parafe »

Jean-Paul Auxeméry - éd. Flammarion

Le désordre, qu'il ne faut pas confondre avec la confusion, ne manque pas d'intelligence. Il est ce surgissement par lequel se modifie soudainement l'aspect d'une époque, la perturbation inattendue et, littéralement, l'entrée en matière par laquelle s'indique l'aspect de l'époque suivante. Générateur, le désordre ne l'est que parce qu'il survient au terme d'un long mugissement, mais il est aussi le renversement d'un rapport mental, d'une posture consentie jusqu'à saturation. Si Jean-Paul Auxeméry n'est pas exactement un poète précoce, il n'y a pas lieu de s'en plaindre, car il est en revanche de ceux qui savent mener à bon port l'attelage fougueux de la passion poétique, et l'on se dit à la lecture de *Parafe*, que la patience reste encore le meilleur agent de la révolution légère qui rythme l'écriture. C'est sans doute

aussi parce que ce poète s'est longtemps contenté de traduire la poésie des autres (Olson, Pound, Williams Reznikoff...) qu'il réussit, dans une première somme, à ouvrir le champ du regard et à en élargir considérablement la perspective. « *Le poète, dit Auxeméry, est celui qui trouve sa propre langue. Assimiler la langue de l'autre afin de parvenir à forger pleinement la sienne est certainement l'opération la plus nécessaire en poésie. Il faut se faire autre, et traduire n'est sans doute pas seulement faire passer, mais aussi plus largement convoquer, c'est-à-dire faire appel à toutes les voix qui vont permettre que la transformation ait lieu, et que le chemin personnel s'éclaire.* »

Adopter la posture du regard pluriel permet, c'est vrai, de prendre de la hauteur, d'échapper au sortilège du contexte et d'apercevoir, au-delà l'éten-

due largement ouverte où se recompose en secret la fleur de la mémoire. *Parafe* réussit cette pénétration du territoire d'outre-mort où s'agitent les éléments et les images de l'oraison légendaire. Nomade, Auxeméry l'est donc tout à fait, même si maître et animateur d'une prodigieuse réserve de pensées, il sert son regard dans l'immobilité du temps. C'est du reste à cet ancrage fluide et sautillant qu'il doit de traverser avec aisance et sans jamais s'y perdre, une pléiade de réalités. Le poème se fonde dans la prose des jours (présence des continents Afrique, Mexique, Chine, des peuples, de leur culture), ouvre des échappées puis revient au poème dense du regard centré, à la traque de l'Autre (ici un double glorieux d'humour) et s'en va finalement caresser à nouveau le relief du monde. L'écriture d'Auxeméry, très

sûre, possède évidemment le secret des voix errantes et c'est par leurs bouches d'ombre que son immense poème terrestre invite à gagner le grand large. Quant au sacré partout présent en ce livre, il lui faut un reflet, la conscience en sera le miroir : « *Conscience, toute conscience : nous l'adorons en ta substance, nous, tu es le son de notre souffle, tu es le masque de nos visages, tu es le feu sous le masque.* »

Que ce feu, par le génie de la grammaire et d'une langue puisse se transmettre d'image en image jusqu'à donner la sensation du grand frisson terrestre prouve que la poésie possède encore un destin oral, mieux : un présent où l'entrée en résonance des poèmes tus illumine la pensée d'une jolie lumière bleue. ♦

CLAUDE MARGAT

## PARIS : UN CONTRÔLE POLICIER QUI TOURNE AU PUGILAT

Vendredi 16 juin, 20<sup>e</sup> arrondissement, 2 heures du matin. A la sortie d'une soirée, une vingtaine de « jeunes gauchistes » se font encadrer par un car de CRS, deux voitures de flics et des motards. Grandes manœuvres ?

Entraînement à la chasse aux jeunes, aux immigrés ? Les copains et les copines présents ne le sauront pas. Toujours est-il qu'il ne fait pas bon être jeune, noir ou anar à Paris après 22 heures, sous le ciel de la nouvelle Chiraque !

Contrôle d'identité musclé, particulièrement pour quatre camarades (un Noir, un Arabe, deux Juifs. Hasard ?) qui se trouvent menottés, cloués au sol, les matraques se levant aux cris de : « Enculés d'gauchistes ! », « P'tits cons ! ». Face à la violence des gardes-chiourme, certains camarades ont tenté de s'interposer. Peine perdue.

Vingt-cinq personnes terminèrent la nuit au commissariat de la rue des Orteaux (20<sup>e</sup>) après avoir visité le commissariat de Gambetta et la 4<sup>e</sup> DPJ.

Bilan des courses : un blessé, deux procès-verbaux pour « insultes à agent, rébellion, cris et vocifération sur la voie publique », ainsi que deux convocations au tribunal correctionnel, le 5 juillet, sans en connaître les raisons exactes.

L'ordre policier règne en maître absolu. La répression s'accroît, et notre haine grandit. Que la juste colère des opprimés devienne révolte. Que la révolte devienne révolution !

**PORKÉPIC (gr. Alliance - Paris)**

## TOULON : LA RÉSISTANCE

Effet d'électrochoc après l'élection de la liste Front national au conseil municipal. Bien que la grande presse dise que la situation est calme, dans certains quartiers l'émotion et l'effervescence sont à leur comble. Certains camarades libertaires toulonnais (réunis en nombre, comme à chaque fait d'importance, les 24 et 25 juin) ont évoqué l'idée de leur voir s'organiser hors du nouveau cadre municipal (c'est notamment vrai pour le quartier de Sainte-Musse). Et d'évoquer l'instauration de comités de quartiers, œuvrant suivant des principes autogestionnaires.

On ne sait si la fronde pourra être effective, mais toujours est-il qu'un sentiment de résistance s'est développé au lende-

main des municipales. Ainsi, le dimanche 25 au matin, alors qu'avait lieu l'élection de Jean-Marie Le Chevalier au fauteuil de maire, une manifestation protestataire réunissant 300 antifascistes de diverses tendances s'est déroulée aux abords de l'hôtel-de-ville.

**C.N. (liaison de Vitry-sur-Seine)**

## ALTERNATIVE SYNDICALISTE, AN III, n° 10 (25 F)

Un dossier de dix pages évoque « 100 ans de CGT, 100 ans de syndicalisme » à l'occasion du centenaire de la Confédération générale du travail. Il retrace différentes périodes de l'organisation cégétiste : la devise de la 1<sup>ère</sup> Internationale « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », une reproduction de l'affiche « Guerre à la guerre », la déclaration de la CGT-U (1) contre le chômage en 1933, la CGT-SR (2) et la division syndicale (1937) et la CGT d'aujourd'hui, traversée par plusieurs contradictions (modernité contre ouvriérisme, courtoisie de transmission et électoralisme...).

La vie syndicale d'aujourd'hui est également évoquée au travers de l'analyse de la FSU (« Chronique d'une débâcle annoncée : le syndicalisme de l'éducation après la recomposition »), de la CFDT et de son 43<sup>e</sup> congrès ou la logique anti-démocratique se poursuit. Du côté d'AC ! (Agir contre le chômage !), heureusement, nous rencontrons plus d'optimisme pour l'avenir : les collectifs locaux avancent quelques revendications unifiantes de répartition des richesses, du temps de travail et des emplois. Et encore plein d'autres articles : la Martinique, la FNAC...

Une bonne lecture donc pour cet été.

**ROSE PARADIS**

(1) Confédération générale du travail unifiée.  
(2) Confédération générale du travail syndicaliste-révolutionnaire.

Un petit conseil aux auteurs : déclinez les sigles que vous employez : les GPVC, est-ce que ce sont des « Groupes de vente par correspondance » ?  
N.B. : pour s'abonner à 6 numéros : 120 F (soutien : 150 F). Chèque à l'ordre de CRAS, à envoyer à *Alternative syndicaliste*, 41, rue des Marais, 95210 Saint-Gratien.

## Liberté pour Alexis Corbière !

Alexis Corbière a 26 ans. Il est étudiant, militant politique (JCR-LCR) et syndicaliste (UNEF-ID et CGT). Le 13 juin, la police judiciaire l'interpelle et procède à une perquisition particulièrement brutale. Le juge Le Vert prolonge sa garde à vue jusqu'à 72 heures, puis le met en examen et le place en détention à Fleury-Mérogis.

Il est accusé d'avoir hébergé des Basques réfugiés en France. Sa mise en détention est arbitraire et injustifiée, y compris en regard des faits reprochés. En raison de cette incarcération, Alexis Corbière n'a pu présenter l'oral du CAPES d'Histoire, à Amiens, le 27 juin.

Les organisations dont est membre Alexis exigent sa libération. Des organisations et personnalités ont pris également position dans ce sens.

Pour le soutenir et rompre l'isolement, écrivez-lui : Alexis Corbière, numéro d'écran 246 644 S D4, Centre pénitentiaire, 7, avenue des Peupliers, 91700 Fleury-Mérogis. Écrivez également à M<sup>me</sup> le Juge Le Vert, Palais de Justice, 4 boulevard du Palais, 75001 Paris.

Par ailleurs, une pétition est disponible à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

## Septième art

### Avant le film, un spot de propagande

Les habitués des salles obscures se souviennent vraisemblablement du court métrage publicitaire diffusé du 27 avril au 30 juin 1994 que le Canadien Lewis Furey avait réalisés à la demande de Charles Pasqua, afin d'inciter la population, en particulier la jeunesse, à s'impliquer dans le débat sur l'aménagement du territoire. « La France ne peut pas attendre », lisait-on sur la toile de lin pendant que des anges, femelles et mâles (les chérubins auraient donc un sexe !), flottant comme en apesanteur au-dessus de paysages quasiment inviolés. Nul n'ignore ce qu'il en adviendra après le passage des cirés oranges de la DDE, des mètres en costard, puis des excavatrices, carterpillars et bulldozers. Une voix off mielleuse à souhait : « Imaginer tous les possibles, inventer l'impossible... » (slogans crypto-soixante-huitards) ; « Offrir à la nature nos ambitions, notre futur... Dessiner une ville humaine, décider une vie sans haine... » Le mari de Carole Laure satisfait ses penchants oniriques (4,5 millions de francs payés par les contribuables !), emballant dans une tonalité bleutée un message cynique, à la mesure de l'obscurité de la place Beauvau...

Depuis deux semaines, les spectateurs des cinémas autres que les rares indépendants ont droit, en sus des spots Médiavision, à la propagande militariste de l'Aérospatiale. « Un regard neuf sur le monde » (sic). Dans un avion, deux hommes devisent sur les spécialités gastronomiques et curiosités des villes où la firme, qui engrange plus de 40% de son chiffre d'affaires avec les engins de mort, possède des usines : Marignagne, Bordeaux, Toulouse, Paris... Eurocopter, satellites, missiles nucléaires stratégiques et tactiques, Airbus... Je l'ai vu à Strasbourg dans une salle Pathé classée « art et essai » avant *Carrington* de Christopher Hampton, couronné le 29 mai à Cannes du prix spécial du jury. Dans ce premier *opus* du scénariste des Liaisons dangereuses frearsiennes, l'écrivain Giles Lytton Strachey (Jonathan Pryce obtint sur la Croisette le prix d'interprétation masculine) passe en procès pour objection de conscience en 1915, la peintre Dora Carrington (Emma Thompson, aussi lumineuse que les ors et les roux de l'idyllique campagne du Sussex) évoque Bertrand Russell (1872-1970) en prison. Ce brillant philosophe et farouche opposant à toutes les guerres, cofondateur dans son pays de Campaign for Nuclear Disarmament (CND), fut un ardent promoteur de la *Désobéissance civile*, titre d'un de ses ouvrages, et dressa en 1932 un *Eloge à la paresse*.

J'espère que d'autres personnes réfléchiront à cet involontaire parallèle dû aux hasards de la programmation. Je n'aurais pas besoin de cela pour exécuter les marchands de canons, leurs suppôts et leurs commanditaires... ♦

**RENÉ HAMM**

## Associations

### PARIS : LIBÉREZ PÉTETIN !

Suite de la manifestation du 4 juin, en Vallée d'Aspe, Eric Pétetin a été condamné à 90 jours de prison. Depuis le 12, il a entrepris une grève de la faim. En soutien, un rassemblement (organisé par la CSAVA) est prévu le jeudi 29 juin, à 18 h 30, place Saint-Michel.

### PARIS : DÉBATS A « LA BONNE DESCENTE »

• Vendredi 30 juin, 19 h, « Contre la mythification de Belleville, qui va de pair avec sa dérive branchée », rencontre avec deux auteurs ayant utilisé ce décor : Serge Quadruppani (*La Forcenée*) et Thierry Jonquet (*Les Orpailleurs*).

• Mercredi 5 juillet, 19 h : « Retour de Chine », avec Charles Reeve...

• « La Bonne descente », 64, rue Rebéval (métro Pyrénées ou Belleville), 75020 Paris.

### LYON : SILENCE DÉMÉNAGE

Nouvelle adresse du mensuel écologiste *Silence* : 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.

### SAINT-OUEN : FÊTE DE LA RUE PASTEUR

Fête de la rue Pasteur (M<sup>e</sup> Porte-de-Saint-Ouen ou Garibaldi), le samedi 1<sup>er</sup> juillet. A partir de 14 h : animation pour les enfants, réalisation de fresques murales ; 19 h : banquet « autogéré » par les participants ; 22 h : musique, chansons et bal ; 24 h : projection de film sur les murs de la rue.

« Échanges », 7, rue Pasteur, 93400 Saint-Ouen.

### SAINT-GEORGES-D'OLÉRON : 3<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'ÉCOLE « BONAVENTURE »

A Sauzelle (Saint-Georges-d'Oléron), les 8 et 9 juillet aura lieu le 3<sup>e</sup> congrès de l'école libertaire « Bonaventure ». Inscription, renseignements sur la teneur des débats et les possibilités d'hébergement auprès de l'association « Bout d'ficelle », 35, allée de l'Angle, Chauvre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron. Tél. : 46.76.82.60.

### PARIS : BULLETIN DE LA 2<sup>e</sup> UR-CNT

Le bulletin d'information de la 2<sup>e</sup> Union régionale CNT vient de paraître. Il est gratuit. Pour se le procurer, écrire à : CNT/2<sup>e</sup> UR, BP 4, 75421 Paris cedex 09.

### « ON A FAIM ! » : LES NOUVELLES DU LABEL

Le numéro de juin des *Nouvelles du label* est paru. Pour vous le procurer (contre un timbre à 2,80 F), écrivez à « On a faim ! Label », BP 166, 86006 Poitiers cedex.

### VIDÉO SUR LES RENCONTRES DE L'AUTOGESTION D'ALESSANDRIA (ITALIE)

Une vidéo VHS Sécam de 31 minutes a été réalisée sur les « Rencontres de l'Autogestion » d'Alessandria (1994). Des témoignages sur diverses expériences italiennes (la coopération de production de services *Alekos* à Milan, une coopérative agricole en Émilie-Romagne, perspectives d'écoles libertaires en Italie). Prix : 79 F (+ 10% de frais de port). En vente à *Publico*, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

## SOMMAIRE

Page 1 : Que le Pacifique est loin ! (suite p. 5).

Page 2 : Les anarchistes doivent-ils participer aux municipales ? (suite des n<sup>os</sup> 1004 et 1005).

Page 3 : Les anarchistes doivent-ils participer aux municipales ? (suite de la page 2), Giscard et Quillot au service de l'Église catholique, A la petite semaine : *Maître Staline et son valet Brecht*.

Page 4 : Réapproprions-nous la ville, Nouvelles du front.

Page 5 : Que le Pacifique est loin ! (suite de la « une »).

Page 6 : Souscription RL/ML, Ciné sélection : La cité des enfants flingués, Appel du « 18 joint », Rendez-vous.

Page 7 : Oskar Panizza ou l'hallucination créatrice, *Parafé*.

Page 8 : Brèves (Paris 20<sup>e</sup>, Toulon, Alternative syndicaliste, Liberté pour Alexis Corbière, Avant le film... un spot de propagande, Associations.